



**QUEEN'S
UNIVERSITY
BELFAST**

Proto-guerre et négociations. Le Mozambique en crise, 2013-16

Morier-Genoud, E. (2017). Proto-guerre et négociations. Le Mozambique en crise, 2013-16. *Politique Africaine*, 145, 153. <https://doi.org/10.3917/polaf.145.0153>

Published in:
Politique Africaine

Document Version:
Peer reviewed version

Queen's University Belfast - Research Portal:
[Link to publication record in Queen's University Belfast Research Portal](#)

Publisher rights

© 2017 Les éditions Karthala.

This work is made available online in accordance with the publisher's policies. Please refer to any applicable terms of use of the publisher.

General rights

Copyright for the publications made accessible via the Queen's University Belfast Research Portal is retained by the author(s) and / or other copyright owners and it is a condition of accessing these publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

Take down policy

The Research Portal is Queen's institutional repository that provides access to Queen's research output. Every effort has been made to ensure that content in the Research Portal does not infringe any person's rights, or applicable UK laws. If you discover content in the Research Portal that you believe breaches copyright or violates any law, please contact openaccess@qub.ac.uk.

Éric Morier-Genoud

Proto-guerre et négociations

Le Mozambique en crise, 2013-2016

Résumé

Le Mozambique traverse une profonde crise depuis avril 2013 avec des confrontations armées dans le centre du pays entre les forces armées du gouvernement et la Renamo. Le pays est-il en guerre ? Le sujet fait débat dans le pays. Des négociations ont été ouvertes mais traînent depuis trois ans et l'absence de résolution des tensions à l'origine des violences non seulement prolonge la crise, mais nourrit aussi l'idée que le pays se dirige vers une guerre pleine. Guerre et paix, négociations et conflit armé : que se passe-t-il donc au Mozambique ? L'article vise à identifier les origines et la nature du conflit depuis 2013 et à cerner les dynamiques fondamentales de la crise actuelle afin d'ébaucher des *scenarii* pour l'avenir. Il développe l'idée que le conflit est une « proto-guerre », limitée géographiquement et militairement. Celle-ci oppose le Frelimo et la Renamo dans une « négociation armée », entre eux mais aussi ensemble contre d'autres acteurs. En effet, tels des « ennemis complémentaires », les deux protagonistes luttent aussi pour conserver leur domination conjointe, contrôler en leur sein l'émergence de nouvelles générations de politiciens, et restreindre la croissance rapide d'un nouveau parti d'opposition sur la scène politique nationale.

Abstract

Proto-war and negotiations: Mozambique in crisis (2013-2016)

Mozambique has been experiencing a profound political crisis since April 2013, with armed confrontations between the government armed forces and Renamo in the central part of the country. Is the country at war? The subject is hotly debated in the country. Negotiations have been taking place for three years, but have dragged on. The lack of resolution of the tensions at the origin of the violence has not only prolonged the crisis, but also fed the idea that the country is heading towards a full war. War and peace, negotiations and armed conflict: what is happening in Mozambique? The article aims to identify the origins and nature of the conflict and to decipher the fundamental dynamics of the current crisis in order to outline scenarios for the future. The text argues that the conflict is a “proto-war”, geographically and militarily limited, which opposes Frelimo and Renamo in an “armed negotiation” between themselves as well as together against other actors. Indeed just like “complementary enemies”, the two protagonists also fight together to retain their dominance, keep control over the emergence of new generations of politicians within their respective parties, and limit the rapid growth of a new party of opposition on the national political scene.

Depuis 2013, le Mozambique a été en crise, oscillant entre guerre et négociations. Des attaques et des confrontations armées entre le gouvernement du Frelimo et le parti d'opposition de la Renamo ont eu lieu presque quotidiennement. Plusieurs qualificatifs ont été utilisés pour caractériser ces violences. Officiellement, le gouvernement et une majorité de médias mozambicains parlent de « crise politico-militaire » ou de « tension politico-militaire ». Les médias indépendants et les analystes parlent, eux, plutôt de « tensions armées », de « guerre », de « guerre silencieuse¹ », de « guerre civile² » ou de « guerre civile non-déclarée³ ». Cette diversité de termes révèle le hiatus entre l'approche du gouvernement, qui cherche à minimiser

1. A. Barbier, « Au Mozambique, la guerre silencieuse », *Le Monde*, 9 février 2016.

2. M. Cahen, « Mozambique : une guerre civile si évitable... », *Le Monde*, 8 juillet 2015.

3. P. Gorjão, « Moçambique : um país à beira do precipício », *IPRIS Comentário*, n° 48, 29 avril 2016.

la lutte armée, et l'approche des observateurs indépendants et étrangers qui en soulignent au contraire les risques et les périls. Elle souligne aussi la nature limitée des violences. Nous ne sommes pas face à une guerre complète et totale, mais plutôt face à un conflit dont l'étendue est restreinte. Les attaques affectent principalement le centre du pays, en particulier les provinces de Manica, Sofala, Tete et Zambézie. Le nombre de morts et de blessés est limité à quelques centaines, peut-être quelques milliers, et les réfugiées ne sont « guère qu' » une petite dizaine de milliers au Malawi et au Zimbabwe. Cette diversité lexicale éclaire aussi la nature complexe du conflit et ses différentes facettes. Le parti de la Renamo est actif sur le terrain militaire, au parlement, ainsi qu'engagé dans des pourparlers avec le gouvernement depuis le début du conflit. Plus de 150 sessions de négociations se sont déjà déroulées et un accord de paix a même été signé en grande pompe en septembre 2014, suspendant le conflit durant plusieurs mois. Depuis Noël 2016, une trêve est en vigueur et un nouveau cycle de négociations a commencé début 2017.

Guerre, paix, parti au parlement qui fait la guerre dans certaines provinces, négociations, accord de paix, trêve et retour à la guerre : que se passe-t-il au Mozambique ? Le pays est-il en guerre ? Si oui, quel type de guerre ? S'il n'y a pas de guerre à proprement parler, alors comment caractériser la situation ? Souvent mal comprise, la nature « atypique » du conflit depuis 2013 demande que l'on s'y attarde en détail, au risque de ne pas comprendre autrement ce dont il s'agit et de se méprendre non seulement sur la nature de la situation mais aussi sur les solutions possibles. Adoptant une approche historique et généalogique, l'article avance l'idée que cette situation de conflit armé a ses origines dans les développements politiques au sein des deux principaux partis au pouvoir et que négociations et guerre vont de pair. Le texte soutient que ce petit conflit est en fait une « proto-guerre » (au sens de proto-type) qui viserait à montrer la guerre qu'il est possible de faire, à tester cette guerre et son adversaire en miniature, et à faire évoluer ainsi le rapport de force existant, pour mieux négocier. Avec la présence de la Renamo au parlement et sur le terrain militaire, et un gouvernement qui semble trouver un intérêt dans une crise militaire limitée, on peut aussi dire que cette petite guerre, limitée et non officielle, fait du Frelimo et de la Renamo des « ennemis complémentaires », que le conflit renforce et conforte dans leur position dominante conjointe, contre toute autre opposition.

Le « proto-type » de guerre mozambicain

Une « Proto-guerre »

Trois facteurs caractérisent le conflit armé au Mozambique. Premièrement, il est structuré, d'un point de vue légal, par le fait que, depuis 2013, le gouvernement n'a pas officiellement déclaré la guerre. Il s'agit donc d'une guerre non officielle, ou « officiellement secrète » même si l'on ne parle que de cela dans le pays. Si le gouvernement décidait de déclarer la guerre, il devrait passer par le parlement et par le Conseil d'État, et cela deviendrait une affaire très publique. Pour éviter cela, le gouvernement minimise l'importance du conflit par l'usage d'un langage spécifique, affirmant notamment qu'il ne s'agit que d'un problème politico-militaire limité au centre du pays. Cette dimension légale – combinée à des questions de logistique et de compétences – conditionne l'utilisation de moyens spécifiques, essentiellement ceux de la police plutôt que de l'armée. Elle contraint également la circulation des informations autour de la situation sur le terrain. Le gouvernement parle peu des attaques et des combats, et presque jamais des blessés et des morts. De son côté, la Renamo n'a pas de médias propres et les faveurs de peu de médias. Les informations sont dès lors rares, incertaines, et souvent contradictoires. Elles sont, pour beaucoup, issues des réseaux sociaux, *via* des témoignages épars sur une attaque ou des combats ou *via* la propagande des deux parties qui font plein usage de Facebook et de WhatsApp pour exagérer, minimiser et, plus encore, diffuser de fausses informations.

La guerre est limitée, ensuite, par le fait que la Renamo est à la fois un parti d'opposition parlementaire et un mouvement de guérilla actif. Cette double posture restreint sa propre marge de manœuvre et celle du gouvernement. Interdire le parti Renamo, comme le réclament certaines factions du Frelimo, reviendrait à embarquer le pays dans une guerre totale, de longue durée, la Renamo n'existant plus que militairement. Côté Renamo, si ses combattants menaient une guerre plus musclée (et ils ont beaucoup de soldats dormants à travers le pays), le gouvernement devrait rendre illégal le parti, l'exclure du parlement et mettre fin aux négociations. Cette dualité structure donc le jeu politique et le conflit, en limitant son extension d'une part, et en définissant, d'autre part, la ligne rouge au-delà de laquelle la situation risquerait de dégénérer et que chaque partie évite de (trop) transgresser. La Renamo attaque des points stratégiques, sans faire de dégâts majeurs ou trop de victimes, afin de démontrer sa capacité militaire ; le gouvernement, quant à lui, s'il combat ouvertement les soldats de la Renamo, travaille secrètement à l'affaiblissement de la branche politique du parti d'opposition – y compris, depuis 2015, par l'entremise d'assassinats ciblés dont le gouvernement nie la responsabilité. En ce sens, il est probablement plus juste de parler non de « guerre » au Mozambique, mais plutôt de « proto-guerre », pas dans le sens de premier ou primitif, mais dans le sens de « proto-type », à savoir un exemplaire destiné à montrer le champ des possibles et à expérimenter les qualités et le potentiel d'un objet sans le produire en masse. Cette situation n'est pas à confondre avec une situation de ni guerre, ni paix, avec des « gens du métier des armes » qui continuent à exercer leur « profession » après la fin formelle d'un conflit armé, comme on l'a vu au Tchad⁴. La situation au Mozambique s'apparente plus à une négociation entre élites (*elite bargaining*) qui « jouent » à une petite guerre pour tester leur capacité mutuelle et modifier un équilibre socio-politique qui est devenu insatisfaisant pour eux. C'est un jeu liminaire, qui peut à tout moment dégénérer en conflit plein, tout comme il peut s'arrêter subitement (ou être suspendu ?) sans capitulation ou grande concession, sans grand accord de paix ou vrai processus de démobilisation, désarmement et réintégration (DDR).

Troisième caractéristique majeure, cette « petite guerre » s'est développée parallèlement à des négociations entre le gouvernement et la Renamo. Des négociations irrégulières avaient commencé lorsque le chef de la Renamo, Alfonso Dhlakama, avait quitté sa résidence de Nampula en octobre 2012 et avait rejoint son ancienne base militaire du temps de la guerre civile près de Gorongosa. Il demandait alors une nouvelle loi électorale et une renégociation des accords de paix de 1992. Des réunions eurent lieu entre la Renamo et le gouvernement et ces dernières produisirent en décembre 2012 un accord en vue des élections de 2013 et 2014. Ignorant le reste des demandes de Dhlakama, les négociations s'interrompirent début 2013 et les tensions augmentèrent, Dhlakama parlant d'un retour possible à la guerre⁵. En avril 2013, la police lança alors une attaque contre les bureaux de la Renamo près de Gorongosa et la Renamo décida d'y répondre systématiquement et militairement le jour suivant. Si la « petite guerre » commença ainsi, cette dernière ne mit, paradoxalement, pas fin aux négociations. Au contraire, elle les re-initia quelques semaines plus tard, le rythme s'intensifiant et leur tenue se formalisant au Centre de conférence Joaquim Chissano à Maputo, la capitale. Ainsi, négociations et confrontations armées sont allées de pair dès le début du conflit et elles se déroulèrent de manière simultanée et articulée, au point que l'on pourrait parler de « négociations armées ».

Les causes du conflit armé au Mozambique sont sujettes à débats. Le début de l'exploitation d'énormes gisements de charbon au centre du pays et la découverte de réserves significatives de pétrole et de gaz au nord du pays ont tôt fait de motiver des approches en termes de « conflits

4. M. Debos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala, 2013.

5. Voir, entre autres, « Em audiência mantida há dias em Gorongosa, Brazão Mazula diz que teve garantias de que Dhlakama não vai ordenar o reinício da guerra », *CanalMoz* (Maputo), 23 janvier 2013.

pour les ressources⁶ ». D'autres analyses avancent plutôt le fait que la guerre est le produit de l'inaboutissement de l'accord de paix de 1992. L'absence de politique officielle de réconciliation ou de justice transitionnelle aurait laissé perdurer l'intolérance et l'exclusion qui se sont renforcées avec l'accession au pouvoir d'Armando Guebuza en 2005⁷. Une autre explication évoque la marginalisation politique dont la Renamo a souffert, suite à la reconstitution du parti-État après 2005⁸. Pour d'autres encore, le retour à la guerre s'expliquerait par les pertes électorales de la Renamo, qu'elle tenterait de compenser par le recours aux armes⁹. Alternativement, des auteurs avancent que l'origine du conflit tient aux divisions internes du Frelimo, ou à une conjonction de problèmes internes au Frelimo et à la Renamo, problèmes qui se seraient renforcés mutuellement et auraient fini par s'exprimer militairement¹⁰.

Face aux différentes théories en vogue, le texte qui suit privilégie l'idée que le conflit actuel au Mozambique a des sources socio-historiques méso, croisant plusieurs dynamiques. Premièrement, la montée en puissance d'une nouvelle opposition et d'une nouvelle génération de politiciens qui met en danger les deux partis dominants et leurs directions vieillissantes. Ensuite, une croissance économique forte qui, dans une mouture néolibérale, creuse les différences sociales et régionales. Les campagnes ne tirèrent presque aucun profit de la croissance économique jusque dans les années 2000 et le centre du pays se sent toujours marginalisé, ce qui alimente régionalisme et opposition. Enfin, des divisions au sein du Frelimo et la crise de la Renamo comme parti politique civil (lié aux élections et à l'exclusion croissante pratiquée par le Frelimo sous la direction du président Guebuza). Ces dynamiques se croisent et se renforcent et, en ce sens, la guerre actuelle est bien, comme le dit Michel Cahen, l'« expression militaire » de problèmes sociaux et politiques¹¹. Leur étude devrait pour cette raison nous éclairer significativement sur les dynamiques processuelles sociales et politiques en cours dans le pays.

6. N. Nhamtumbo, « Recursos minerais já são uma “maldição” em Moçambique », *CanalMoz* (Maputo), 27 juin 2013 ; J. Pereira et E. Nhanale, *As Eleições Gerais de 2014 em Moçambique : Análise de Questões Fundamentais*, Johannesburg, Open Society Foundations, 2014 ; P. Fabricius, « The Resource Curse Comes to Mozambique » [en ligne], *ISS Today* (Pretoria), 9 juin 2016, <<https://www.issafrika.org/iss-today/the-resource-curse-comes-to-mozambique>>, consulté le 21 mars 2017. Pour une critique de cette approche pour le Mozambique, voir J. J. Macuane, C. Monjane et L. Buur, « The Political Economy of the Natural Resources Curse Revisited. The Tale of Mozambique », *African Affairs*, 2017, à paraître.

7. N. Mucandze, « Frelimo e Renamo devem reconciliar-se » [en ligne], *Jornal Debate*, 23 mars 2015, <<http://debatemoz.com/debate/mais/politica/politica-provincial/796-frelimo-e-renamo-devem-reconciliar-se>> ; Nádia Issufo, « [Interview with Victor Igreja :] Lei da Amnistia em Moçambique não foi feita de boa fé » [en ligne], DW, 27 octobre 2015, <<http://www.dw.com/pt/lei-da-amnistia-em-mo%C3%A7ambique-n%C3%A3o-foi-feita-de-boa-f%C3%A9/a-18808601>>, consulté le 21 mars 2017 ; V. Igreja, « Os recursos da Voilência e as Lutas pelo Poder Político em Moçambique », in L. de Brito, C. Nuno Castel-Branco, S. Chichava et A. Francisco (dir), *Desafios para Moçambique 2015*, Maputo, IESE, 2015, p. 29-56 ; T. Hunguana, « Guerra deriva da falta de reconciliação efectiva [interview] », *Magazine Independente*, 1^{er} octobre 2016, p. 4-5.

8. J. C. G. Pereira, « Para Onde Vamos? Dinâmica de Paz e Conflitos em Moçambique », in L. de Brito, C. Nuno Castel-Branco, S. Chichava et A. Francisco (dir), *Desafios para Moçambique 2016*, Maputo, IESE, 2016, p. 33-72.

9. J. Pearce, « Old Soldiers, Old Divisions Are Central in New Mozambique Conflict » [en ligne], *The Conversation*, 12 juillet 2016, <<https://theconversation.com/old-soldiers-old-divisions-are-central-in-new-mozambique-conflict-62130>>, consulté le 12 juillet 2016.

10. F. Guilengue, « Mozambique Is Suffering a Military Expression of a Political Problem [entrevue avec Michel Cahen] » [en ligne], *Pambazuka News*, 2 juin 2016, <<http://www.pambazuka.org/democracy-governance/mozambique-suffering-military-expression-political-problem>>, consulté le 14 juin 2015 ; « Entrevista com Filipe Couto : Há um pouco da Frelimo na Renamo e vice-versa » [en ligne], *Jornal Debate* (Maputo), 27 mai 2015, <<http://www.debatemoz.com/debate/mais/politica/politica-nacional/2341-entrevista-com-filipe-couto-ha-um-pouco-da-frelimo-na-renamo-e-vice-versa>>, consulté le 3 juin 2015.

11. F. Guilengue, « Mozambique Is Suffering a Military Expression... », *op. cit.*

Des « ennemis complémentaires »

Si le Frelimo et la Renamo sont des rivaux sur le plan politique et militaire, ils sont aussi, en même temps, des « ennemis complémentaires¹² ». Leur guerre les renforce et leur permet de résoudre des problèmes qui les affectent, ensemble et séparément. Le premier de ces « problèmes » est le troisième parti politique du pays, le Movimento Democrático de Moçambique (MDM, Mouvement démocratique du Mozambique), créé en 2008, dont le potentiel électoral est devenu un vrai danger. Le MDM est apparu à la suite du refus de la Renamo de soutenir la nouvelle candidature de Daviz Simango pour la mairie de Beira (deuxième ville du pays) aux élections municipales de 2008. Fils d'un très important dissident du Frelimo, Daviz Simango avait été élu en 2003 grâce à une alliance électorale entre son parti, le Partido de Convenção Nacional (PCN, Parti de convention nationale), la Renamo et d'autres partis. Lâché par la Renamo, Simango concourut en indépendant en 2008 et il gagna les élections haut la main, créant peu après un nouveau parti. Le MDM se posa rapidement comme la troisième force politique du pays, avec deux particularités importantes : il n'avait pas d'aile militaire, et c'était un parti de « jeunes »¹³. Il gagna une deuxième mairie, Quelimane, en 2011 lors d'une élection partielle, puis confirma sa tenue des mairies de Beira et Quelimane lors des élections municipales de 2013, y ajoutant Nampula et Gurué, deux villes du centre-nord. Plus important, le parti obtint une majorité dans les assemblées municipales de Beira, Quelimane et Nampula, et 40 % des sièges (ou plus) dans huit villes du centre et du nord du pays – fief traditionnel de la Renamo – ainsi que Maputo et Matola – capitale et ville-satellite, cœur du régime du Frelimo. Le choc fut énorme tant pour le parti au pouvoir, dont l'assise dans la capitale était soudainement menacée, que pour la Renamo, dont la base sociale au centre et au nord du pays semblait tout à coup lui filer entre les doigts. Comme on le verra plus bas, la petite guerre actuelle a remis la Renamo au centre des attentions et marginalisé le MDM.

Un deuxième problème, neutralisé par le conflit entre ces deux « ennemis complémentaires », est la transition générationnelle au sein du Frelimo. La vieille garde des anciens combattants de la lutte de libération nationale n'a pas préparé adéquatement sa succession au sein du parti et de l'État et elle a peur de quitter le pouvoir au vu des incertitudes électorales du moment, ainsi que des défis économiques liés à la découverte d'énormes réserves de gaz et de pétrole. Bien qu'ils aient tous atteint l'âge de la retraite et que beaucoup souffrent de problèmes de santé, ces anciens combattants resserrèrent les rangs et renforcèrent leur contrôle sur les organes du parti et les institutions policières et militaires dans les années 2010. La crainte de ces dirigeants était que la nouvelle génération ne réussisse pas à faire face aux défis du pays et que le Frelimo, en outre très divisé à l'interne, perde sa position dominante. En effet, il s'était profondément fracturé depuis l'arrivée d'Armando Guebuza au pouvoir en 2005, et plusieurs groupes luttent tant pour le contrôle de l'appareil du parti et de l'État que contre la Renamo. À tel point que, comme on le verra ci-dessous, certaines factions sont soupçonnées d'utiliser la guerre pour affaiblir leurs concurrents en interne. Plus généralement, on peut dire que le conflit armé permet à la vieille garde d'appeler au resserrement des rangs derrière eux et derrière le parti, au nom de l'« unité nationale » en danger et contre l'ennemi commun. La transition générationnelle est ainsi suspendue dans le temps, ou du moins ralentie.

Le troisième « problème » résolu par le conflit actuel a trait aux déboires électoraux de la Renamo. Car, si la Renamo s'est globalement bien adaptée à la paix après la guerre civile qui a pris fin en 1992, elle a moins bien réussi sa reconversion en parti politique. L'organisation

12. G. Tillion, *Les ennemis complémentaires : guerre d'Algérie*, Paris, Éditions de Minuit, 1960.

13. Pour une histoire du MDM, voir S. Chichava, « Movimento Democrático de Moçambique (MDM) : uma nova força política na democracia moçambicana? », *Caderno IESE*, n° 2, 2010 ; A. Nuvunga et J. Adalima, *Mozambique Democratic Movement (MDM) : An Analysis of a New Opposition Party in Mozambique*, Maputo, Friedrich Ebert Stiftung, 2011.

est faiblement structurée et le pouvoir reste toujours centralisé autour du chef, Alfonso Dhlakama¹⁴. Après une « quasi-victoire » aux élections nationales de 1999, les membres de la Renamo se sont démobilisés face aux accusations constantes de fraudes de leurs chefs et à l'absence d'impact de leur vote dans un système majoritaire où le vainqueur emporte tout. Au niveau municipal, les faiblesses de la Renamo (mal organisée et divisée en interne) firent qu'après des gains importants aux premières élections municipales auxquelles elle participa (2003), elle perdit aux suivantes toutes les villes qu'elle avait gagnées – Beira, Nacala, Ilha de Moçambique, Angoche et Marroneu. S'il est vrai que le Frelimo avait fait de gros efforts pour récupérer ces villes et activement utilisé l'État central qu'il contrôlait pour saper l'autorité de l'administration locale de la Renamo, la gestion de ces municipalités avait aussi été difficile¹⁵. Plus généralement, le parti était mal équipé pour faire face au nouveau président du Frelimo, Armando Guebuza, qui non seulement cessa la politique d'accommodement de l'opposition de son prédécesseur, mais chercha lors de son deuxième mandat à en finir avec l'opposition politique dans le pays. La Renamo atteint ainsi son nadir électoral aux élections nationales de 2009, n'obtenant que 17,7 % des votes (Dhlakama 16,4 %) alors qu'elle avait obtenu 38,81 % dix ans plus tôt (Dhlakama 47,71 %) ¹⁶.

Première phase de la « proto-guerre », 2013-2014

La « petite guerre » entre la Renamo et le gouvernement commença en avril 2013. Après des mois de tensions et de négociations limitées, les forces spéciales de la police (Forces d'intervention rapide, FIR) décidèrent d'attaquer le 3 avril 2013, avec armes de guerre et grenades lacrymogènes, le siège local de la Renamo à Muxúnguè, dans le centre du pays, où se déroulait une réunion civile et légale du parti. Selon la presse, il en résulta un mort, huit blessés et seize prisonniers¹⁷. La Renamo réagit le lendemain même en lançant une attaque contre le campement de la FIR à Muxúnguè, officiellement pour libérer les prisonniers, attaque qui fit quatre morts et treize blessés – la Renamo parla, elle, de 25 morts du côté du gouvernement¹⁸. « Fatigués d'être humiliés », comme l'expliqua alors sur place un membre du parti, et estimant que le gouvernement avait fait le choix de la force, comme le déclara ensuite le porte-parole du parti, la Renamo continua la contre-attaque les jours suivants en s'en prenant à la route nationale N 1, la seule route reliant le sud et le nord du Mozambique, enjeu à la fois commercial, stratégique et symbolique¹⁹. S'ensuivirent des attaques régulières contre la N 1 et

14. M. Cahen, « The Enemy as Model. Patronage as a Crisis Factor in Constructing Opposition in Mozambique » [en ligne], *Oxford, Oxford-Sciences Po Research Group*, décembre 2011, <http://www.politics.ox.ac.uk/materials/centres/oxpo/working-papers/wp_10-11/OXPO_10-11f_Cahen.pdf>, consulté le 1^{er} mars 2016.

15. D. M. Rosário, *Les mairies des « autres » : une analyse politique, socio-historique et culturelle des trajectoires locales. Le cas d'Angoche, de l'Île de Moçambique et de Nacala Porto*, Thèse de doctorat, Bordeaux, Université Montesquieu Bordeaux IV/Institut d'études politique de Bordeaux, 2009.

16. M. Cahen, « Resistência Nacional Moçambicana, de la victoire à la déroute ? », *Politique africaine*, n° 117, 2010, p. 23-43 ; « À la recherche de la défaite. Notes sur une certaine historiographie de la “révolution” et de la “contre-révolution”, au Mozambique et sans doute ailleurs », *Politique africaine*, n° 112, 2008, p. 161-181.

17. Les premières attaques sur la route nationale N 1 firent des blessés et des morts civils, mais, face aux critiques, la Renamo changea rapidement de tactique et ne visa plus, dit-elle, que les forces armées du gouvernement (dans la mesure du possible). Ce distinguo fut noté et apprécié par les médias et la population.

18. N. Adamo Issufo, « Troca de ameaças marca tensão entre Governo e Renamo em Moçambique » [en ligne], *Deutsche Welle*, 8 avril 2013, <<http://www.dw.com/pt-002/troca-de-amea%C3%A7as-marca-tens%C3%A3o-entre-governo-e-renamo-em-mo%C3%A7ambique/av-16729156>>, consulté le 8 avril 2013.

19. Les journalistes du *Canal de Moçambique* (Maputo) étaient à Muxúnguè lors des attaques. Voir leur reportage dans *Canal de Moçambique*, 10 avril 2013, p. 1-4. Pour les déclarations du porte-parole de la Renamo, voir N. Adamo Issufo, « Troca de ameaças marca tensão », *op.cit.*

dans les alentours, avec des morts civils et militaires, l'armée étant obligée en juin de mettre en place une colonne militaire sur le tronçon rivière Save-ville de Muxúnguè.

Dynamique d'une « petite guerre »

Au début, la Renamo n'attaquait quasiment que la route nationale N 1 près de Muxúnguè. Mais, en octobre 2013, le gouvernement passa à l'offensive à nouveau et tenta de capturer Alfonso Dhlakama dans sa base de Satungira. L'armée saisit la base, mais Dhlakama l'avait quittée quand les troupes arrivèrent, probablement avisé au préalable – beaucoup d'analystes estiment que Dhlakama avait été informé par des sources militaires favorables à une faction du Frelimo opposée à Guebuza²⁰. Dans les jours suivant, le gouvernement effectua des opérations contre les bureaux civils de la Renamo à Beira et à Quelimane entre autres, ainsi que contre les résidences officielles d'Alfonso Dhlakama et de sa famille proche. La Renamo répondit en élargissant le périmètre de ses attaques, commençant à opérer plus au nord dans les provinces de Zambézie et de Nampula – voir la carte des attaques ci-dessous²¹. Si la zone d'insécurité grandissait, les attaques restaient peu nombreuses et largement symboliques, entraînant peu de morts (encore que la propagande de la Renamo aimait souvent parler de dizaine de morts là où il y en avait que deux ou trois, voire pas d'attaque du tout²²) et se centrant sur des points symboliques avant tout (les moyens de transport, une caserne, une entreprise internationale, etc.).

La petite guerre qui se développa était déséquilibrée, voire « asymétrique ». Côté Renamo, il n'existe guère d'informations sur le nombre d'hommes et les armements. Le parti d'opposition affirmait ne pas disposer d'hommes armés et n'effectuer ses attaques qu'avec la garde rapprochée de Dhlakama qui n'avait jamais été démobilisée, ni reconvertie dans les services de protections des hautes personnalités, comme le prévoyaient les accords de paix de 1992. Le soupçon du gouvernement et de certains observateurs était que la guérilla avait beaucoup d'hommes dormants, voire qu'elle entraînait de nouvelles recrues. Le fait est que les quelques militaires de la Renamo tués ou arrêtés dont les médias parlèrent étaient presque toujours des vieux soldats de l'époque de la guerre civile. Les journalistes et les couloirs diplomatiques parlaient alors de quelques centaines de guérilleros ; le journal semi-officiel *Notícias* avança, lui, le chiffre de 800 anciens guérilleros avec Dhlakama pour les commémorations du héros de la Renamo, Matsangaissa, à Satungira en octobre 2012, juste avant le début du conflit²³. Ces hommes n'étaient guère armés – la police ne saisit, lors des invasions des bureaux de la Renamo et des résidences de Dhlakama, que de vieilles AKM et de vieux pistolets, rouillés pour une partie, parfois même sans crosses. Ceci suffisait toutefois pour une technique de guérilla avec des attaques surprises, des retraits rapides, et une présence sur le terrain très mobile et fuyante. D'autant plus que la guérilla était basée, et s'étendit, dans les campagnes du centre-nord du

20. Sur l'attaque, voir entre autres A. Catueira, « Exército exhibe musculatura na Gorongosa. A paz ainda mais podre », *Savana* (Maputo), n° 1033, 25 octobre 2013, p. 2 et p. 5. Sur l'idée que Dhlakama aurait été informé au préalable, voir entre autres R. Lamarques, « Luta pelo poder », *A Verdade* (Maputo), 24 octobre 2013, p. 14.

21. Pour une liste des attaques, voir aussi « Mapa da “guerra” à partir de 21/10/13 » [en ligne], <https://www.google.com/maps/d/viewer?mid=1LCUIGpMrIQvzeiFUN6_6bdrickU&hl=en_US&usp=sharing>, consulté le 16 décembre 2016.

22. La grande source de propagande de la Renamo durant cette période du conflit était un certain Unay Cambuma sur Facebook, avec plus de 10 000 « like » et donc de lecteurs sur sa page.

23. « Dhlakama aquartela-se em Gorongosa mas reitera não à guerra » [en ligne], *Notícias* (Maputo), 19 octobre 2012, <<http://www.jornalnoticias.co.mz/index.php/arquivar?id=30:dhlakama-aquartela-se-mas-reitera-nao-a-guerra&start=23980>>, consulté le 19 octobre 2012.

pays, terres historiquement pro-Renamo et dont les populations n'avaient pas, ou que très peu, bénéficié de la croissance économique des deux dernières décennies²⁴.

Côté gouvernement, la police et l'armée étaient très bien armés avec de l'équipement neuf, et ils avaient de nombreux hommes – on parle de plusieurs milliers de soldats et de policiers. Après les émeutes urbaines de Maputo en 2008 et 2010 (relatives au prix du pain et des transports)²⁵, la police s'était lancée dans une grande opération de renouvellement et de modernisation de ses équipements, et elle avait entamé un processus de « militarisation »²⁶. La guerre n'ayant pas été déclarée officiellement, les Forces d'intervention rapide (FIR) occupèrent le devant de la scène dès les premiers jours du conflit en avril 2013, et ce d'autant plus que l'institution militaire était divisée – certains généraux s'opposèrent à la solution armée (tel le général Macaringue, démis en juin 2013), et les soldats étaient peu motivés, ne comprenant pas la cause et les objectifs de celle-ci. Les troupes spéciales de la police étaient, elles, très loyales au parti au pouvoir – le Frelimo y avait transféré ses commandos à la fin de la guerre civile en 1992 pour éviter de voir ces derniers démobilisés. On voyait ainsi sur les champs de bataille des troupes mixtes en action, avec la FIR en tête, des gardes-frontières et des hommes de l'armée régulière derrière, tous bien armés, avec des hélicoptères et des camions de transport de troupe blindés flambant neufs, des canons longue portée et des armes de précision récemment acquises.

Négociations et accord de cessation des hostilités

Comme on l'a mentionné, la « petite guerre » au Mozambique se développa en parallèle avec l'institutionnalisation de négociations entre le gouvernement et la Renamo. Les négociations remontaient à avant le conflit armé de 2013-2014, mais elles se développèrent surtout juste avant et après le début de celui-ci. Fin 2012, alors que des élections commençaient à pointer leur nez (prévues pour 2013 et 2014), le gouvernement et la Renamo se mirent d'accord pour ouvrir des négociations formelles. Elles commencèrent en novembre 2012 et aboutirent rapidement à un accord sur une révision de la loi électorale. S'ensuivirent quelques mois peu productifs, situation que le début de la guerre résolu. En avril 2013, les négociations s'intensifièrent et une vingtaine de sessions eurent lieu alors jusqu'à l'attaque de Satungira en octobre 2013. Après l'attaque contre Satungira, Dhlakama exigea le report des élections municipales et d'élargir l'agenda des négociations à quatre points fondamentaux (la réforme de la loi électorale, de la commission électorale et du secrétariat électoral ; la réforme des forces armées ; la dépolitisation de l'État ; et la gestion des richesses nationales). Le gouvernement refusa et les élections municipales eurent lieu sans la Renamo. Le conflit armé reprit de plus belle et la pression internationale sur le gouvernement augmenta alors significativement. En janvier 2014, le mouvement de guérilla renforça sa propre pression en lançant plusieurs attaques dans la province de Nampula au nord et dans la province d'Inhambane au sud (en direction à la capitale, affirma la propagande du parti). En février 2014, les négociations reprirent avec l'agenda élargi de la Renamo et, autre nouveauté, avec des médiateurs nationaux

24. B. Cunguara et J. Hanlon, « Whose Wealth Is It Anyway? Mozambique's Outstanding Economic Growth with Worsening Rural Poverty », *Development and Change*, vol. 43, n° 3, 2012, p. 623-647.

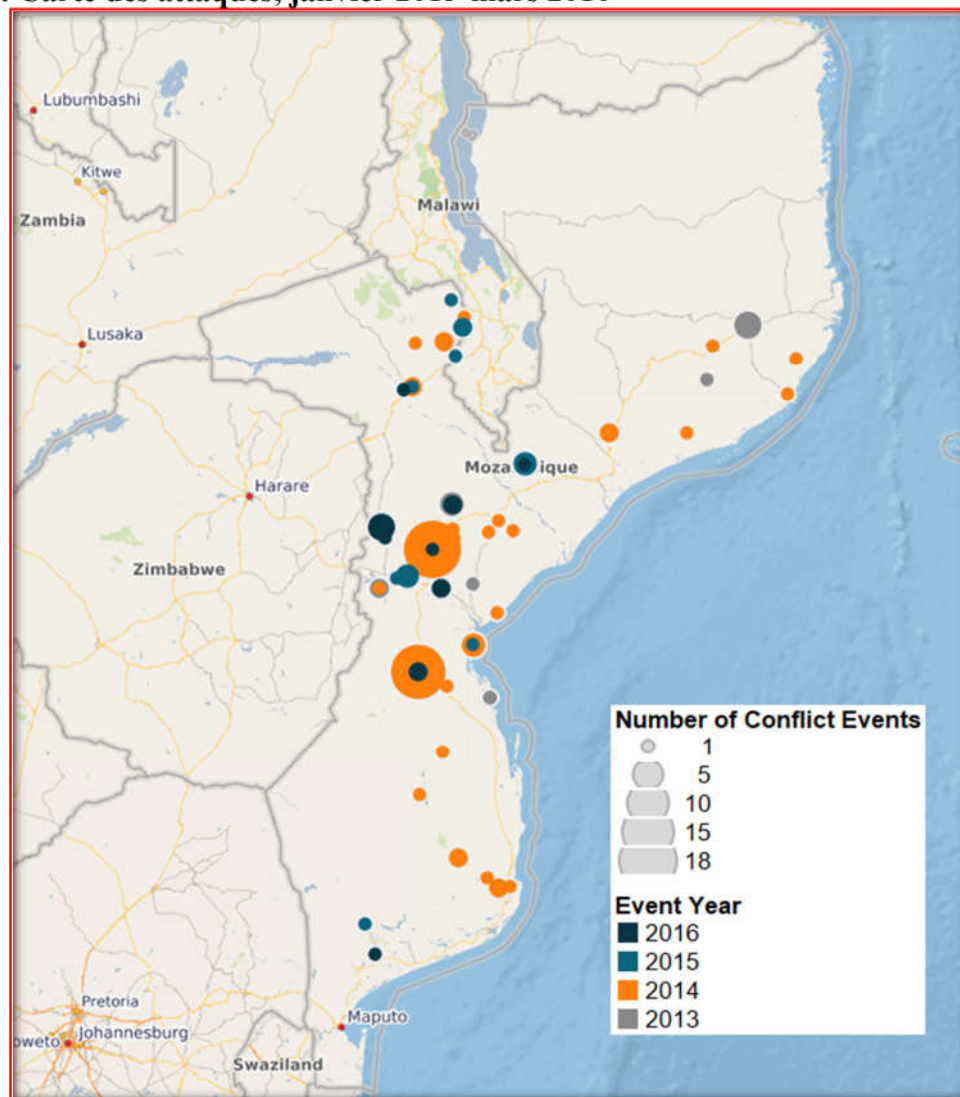
25. L. de Brito, E. Chaimite, C. Pereira, L. Posse, M. Sambo et A. Shankland, « Revoltas da Fome : Protestos Populares em Moçambique (2008–2012) », *Cadernos IESE* (Maputo, IESE), n° 14P, 2015.

26. A. Nuvunga, B. Nhamirre, J. Matine et T. Lorizzo, « Militarização da Formação Policial é Preocupante. Afeta o Exercício de Cidadania » [en ligne], *Transparência*, n° 10, Maputo, Centro de Integridade Pública, 2016, 12 p., <[http://cipmoz.org/images/Documentos/Anti-Corruptao/462_News%20letter%20Acipol%20Edicao-10-15-05-2016%20\(1\).pdf](http://cipmoz.org/images/Documentos/Anti-Corruptao/462_News%20letter%20Acipol%20Edicao-10-15-05-2016%20(1).pdf)>, consulté le 20 mars 2017.

– quatre religieux et un recteur d’université – choisis de manière consensuelle par les deux parties au sein de la « société civile »²⁷.

L’année 2014 vit se dérouler 38 sessions de négociation. Les progrès furent lents au départ, mais ils s’accéléchèrent au fur et à mesure que l’on s’approchait de la fin du mandat d’Armando Guebuza (très critiqué pour son bellicisme) et que les élections nationales s’approchaient (prévues finalement pour octobre 2014). En août 2014, un accord fut conclu pour une « cessation des hostilités ». Cet accord, signé en septembre en grande fanfare à Maputo, avec Dhlakama et Guebuza s’embrassant, prévoyait la fin des hostilités militaires, une amnistie générale, la réintégration de la Renamo dans l’armée et une Mission militaire internationale d’observation de cessation des hostilités (EMOCHM). Quoiqu’incomplet (l’accord en tant que tel n’avait que dix points qui tenaient sur deux pages), cet accord permît à Alfonso Dhlakama de sortir de son réduit montagnard, escorté par une panoplie d’ambassadeurs étrangers et de journalistes, et de commencer sa campagne et celle de son parti pour les élections nationales d’octobre. Il permit aussi à Armando Guebuza de terminer son mandat en ayant officiellement mis fin aux « tensions politico-militaires » et donc en ayant officiellement remis le pays sur le chemin de l’espoir.

Carte 1 : Carte des attaques, janvier 2013-mars 2016



27. Voir notamment « Governo, Renamo e 5 observadores tentam selar “consensos conseguidos” », *MediaFAX* (Maputo), 12 février 2014.

Source : Armed Conflict Location & Event Data Project, *Conflict Trends*, n° 47, avril 2016, p. 5, <http://www.acleddata.com/research-and-publications/conflict-trends-reports/>.

La carte doit être lue de manière indicative, les auteurs ayant inclus les émeutes et les rapt dans leurs calculs. La localisation géographique est correcte, à l'exception de la province de Gaza où il n'y a pas eu d'attaque en 2016, et Maputo où il n'y a jamais eu d'attaque (seulement des rapt et des émeutes).

Changement de garde : Nyusi Président, 2015

Les élections nationales de 2014 eurent lieu deux mois après le cessez-le-feu et cinq semaines après l'accord de « cessation des hostilités ». Elles furent émaillées de fraudes (particulièrement de la part du Frelimo) et de violences (venant des deux côtés). Les résultats furent surprenants mais politiquement commodes pour le parti au pouvoir : le Frelimo gagna avec 55,93 %, la Renamo arriva deuxième avec 32,46 % et le MDM troisième avec 8,35 %. Plus important dans un système présidentiel, le candidat du Frelimo, Filipe Nyusi, gagna avec 57,03 %, suivi par Dhlakama avec 36,61 %, et Daviz Simango du MDM avec 6,36 %. Le Frelimo restait ainsi au pouvoir, la Renamo et Dhlakama regagnaient beaucoup de terrain et de sièges après la crise de 2009, alors que le MDM était écrasé, son ascension brisée par le retour de la Renamo dans la course à la dernière minute, au grand soulagement des deux grands partis « complémentaires ». Il n'empêche : la Renamo et le MDM refusèrent de reconnaître les résultats officiels des élections. Ils déposèrent plusieurs recours juridiques pour des irrégularités et des fraudes alors que Dhlakama partit en tournée dans le pays pour mobiliser sa base contre les résultats et exiger un gouvernement d'union nationale, puis une autonomie régionale, faisant des discours incendiaires sur la guerre et la division du pays devant des milliers de gens. Le Mozambique commença ainsi l'année 2015 déstabilisé, à peine quatre mois après l'accord de « cessation des hostilités ». Filipe Nyusi fut néanmoins déclaré vainqueur et prit rapidement ses fonctions en janvier 2015.

Un nouveau président

D'une certaine manière, Filipe Nyusi arriva au pouvoir contre toute attente. Durant ses dernières années au pouvoir, Armando Guebuza tenta en effet de s'organiser afin de briguer un troisième mandat. Mais ses tendances autoritaires avaient généré une opposition de plus en plus organisée au sein du Frelimo et cette opposition se cristallisa précisément contre son ambition de rester au pouvoir. Avec une guerre dont il perdait le contrôle, une pression internationale grandissante et des forces en interne qui travaillaient contre lui, Armando Guebuza finit par lâcher prise en décembre 2013 et il accepta de convoquer une réunion du Comité central du Frelimo pour discuter de sa succession. La première liste de candidats élaborée pour lui succéder ne fit pas l'unanimité. Elle proposait trois hommes de la nouvelle génération, tous du centre ou du nord du pays, et tous très fidèles à Guebuza²⁸. Une réunion tumultueuse de l'Associação dos Combatentes da Luta de Libertação Nacional (ACCLN, Association des combattants de la lutte de libération nationale – puissant organe du Frelimo) réussit à imposer une révision de la liste des candidats, avec l'ajout de deux autres noms, jeunes et venant également du centre ou du nord du pays²⁹. Avec cinq candidats, la réunion du Comité central

28. Alberto Vaquina (secrétaire-général du Frelimo), José Pacheco (ministre de l'Agriculture) et Filipe Nyusi (ministre de la Défense).

29. Aires Ali, ancien Premier ministre de la province de Niassa, et Luisa Diogo, ancienne Premier ministre aussi, avant Ali, venant de la province de Tete.

(CC) eut lieu début mars 2014 et, contre toute attente, les membres du CC élurent Filipe Nyusi comme candidat, un des trois hommes initialement proposé par Guebuza. Les analystes s'accordent pour dire que Nyusi fut finalement choisi car les chefs de factions du Frelimo ne parvenaient pas à se mettre d'accord sur un candidat fort et que tous pensèrent qu'ils arriveraient à manipuler le candidat considéré comme le plus faible³⁰.

L'arrivée de Nyusi au pouvoir marqua une transition générationnelle et régionale au sein du Frelimo. C'était un homme jeune (52 ans) qui n'était pas un vétéran de la guerre de libération (quoiqu'il fût le fils d'un combattant de la lutte de libération). Il avait été le ministre de la Défense de Guebuza, mais il était aussi de l'ethnie Makonde, qui émergeait alors comme une nouvelle faction au sein du Frelimo – les Makonde contrôlent l'armée depuis la création du parti en 1962 –, et il avait de bons rapports tant avec Guebuza qu'avec la faction gravitant autour de l'ancien président Chissano³¹. Quoiqu'il arrivât au pouvoir dans un climat délétère, le discours d'investiture de Nyusi sur la place de l'Indépendance marqua lui aussi une rupture. En contraste avec son prédécesseur, le nouveau président adopta un ton modeste et il offrit une nouvelle vision pour le Mozambique faite d'ouverture vis-à-vis de l'opposition. Dans la foulée, le président proposa dans les semaines qui suivirent une rencontre en tête-à-tête avec Alfonso Dhlakama pour négocier une sortie de la crise postélectorale et sécuriser les acquis de l'accord de cessation des hostilités de septembre 2014. Nyusi rencontra deux fois Dhlakama, qui se rendit à Maputo pour l'occasion en février 2015. Les deux hommes arrivèrent à un accord informel dans lequel la Renamo proposerait au parlement une loi de décentralisation du pouvoir qui devrait permettre à la Renamo de diriger localement les provinces où il avait gagné les élections d'octobre. Quoique l'accord fût verbal et imprécis, la situation semblait prometteuse et la cote de Nyusi était à ce moment en pleine ascension alors que beaucoup d'analystes avaient jusqu'alors exprimé de nombreux doutes du fait de ses liens avec Guebuza et de la faiblesse politique qu'on lui attribuait³².

« Les habits neufs de l'empereur »

L'illusion ne dura toutefois pas. Contrariée par l'accord entre Nyusi et Dhlakama, la toute-puissante commission politique du Frelimo se prononça dans les jours qui suivirent contre cet arrangement entre Nyusi et Dhlakama et envoya même ses membres faire campagne contre l'accord dans les provinces du pays. Du jamais vu dans l'histoire du Mozambique : la commission politique du parti au pouvoir faisant campagne sur tout le territoire national contre une décision de son propre président ! Cette campagne dura jusqu'à ce que la proposition de la Renamo parvienne au parlement et soit refusée d'emblée, sans aucune discussion, par les parlementaires du Frelimo qui sont majoritaires (30 avril 2015)³³. Nyusi encouragea alors la Renamo à reformuler sa proposition qui avait, affirma-t-il, des vices de formes, et à la soumettre au parlement à la session parlementaire suivante, ce que le parti d'opposition accepta et fit en septembre 2015. Les parlementaires du Frelimo agirent alors de la même manière qu'au printemps et refusèrent d'emblée la proposition de la Renamo, sans aucune discussion.

30. M. Mosse, « Ascensão de Nyussi : recomposição do poder dentro da Frelimo », in J. Hanlon, *Mozambique News Reports & Clippings*, n° 245, 9 mars 2014, p. 4-5

31. E. Bento, « Afinal quem é Filipe Nyusi? », *Notícias* (Maputo), 15 avril 2014, et « Afinal quem é Filipe Nyusi? (Conclusão) », *Notícias* (Maputo), 16 avril 2014.

32. L. de Brito, « Alguns desafios do Presidente Nyusi », in Luis de Brito *et al.* (dir.), *Desafios para Moçambique 2015, op. cit.*, p. 23-30. Pour la question de la décentralisation, voir. N. Bueno, J. Plagemann et J. Strasheim, « Provincial Autonomy : The Territorial Dimension of Peace in Mozambique », *GIGA Focus* (Hambourg, Allemagne), n° 10, 2015, p. 2-3.

33. Entre autres, voir « Renamo acusa Frelimo de querer isolar o Presidente », *Agência LUSA*, 19 février 2015 et « Editorial : A desobediência política em marcha », *A Verdade* (Nampula), 23 février 2015.

La perception à ce moment était que le Frelimo était profondément divisé et que l'ancien président jouait contre Nyusi. En effet ce dernier contrôlait encore la commission politique (non renouvelée) et le groupe parlementaire dont les membres-clé avaient été nommés par Guebuza. Mais ce ne sont pas que les négociations qui furent alors remises en cause par le Frelimo. Deux semaines plus tard, allant à l'encontre de tous les discours du président Nyusi, des troupes du gouvernement passèrent à l'attaque et tentèrent par deux fois en deux semaines d'assassiner Alfonso Dhlakama dans des embuscades sur son convoi. La deuxième attaque aboutit à des combats de plusieurs heures autour des voitures de Dhlakama, sur une route principale au centre du pays, faisant officiellement 25 morts, principalement des gardes du corps de Dhlakama³⁴. Filipe Nyusi avait-il été dépassé par les radicaux du Frelimo, comme le dirent alors certains, ou jouait-il un double jeu, affichant un discours pacifique alors que ses troupes préparaient un assassinat ? Le débat reste entier encore aujourd'hui ; dans les deux cas, l'image du nouveau président en prit un sérieux coup.

Deuxième phase de la « proto-guerre », 2015-2016

La guerre reprit en septembre 2015 avec les embuscades contre Alfonso Dhlakama. Ces attaques eurent lieu après une intensification des échanges entre le gouvernement du Frelimo et l'Angola qui culmina par un voyage présidentiel de Nyusi à Luanda en novembre 2015. Ceci amena la presse et les politiciens d'opposition à avancer que le parti au pouvoir avait fait le choix d'une « option angolaise » – assassiner le chef de l'opposition afin de mettre fin à la guerre³⁵. Non content d'avoir mis définitivement fin aux négociations (négociations qui s'étaient enlisées en juin et avaient été suspendues en août), le gouvernement décida d'entériner la situation en octobre 2015 en « grillant » politiquement les médiateurs nationaux. Ceci eut lieu lorsque ces derniers acceptèrent en octobre 2015 la demande de la Renamo et du président Nyusi d'aller chercher Dhlakama dans son réduit militaire de Gorongosa, après les deux embuscades, pour l'escorter à une nouvelle réunion en tête-à-tête avec Nyusi. En route, Dhlakama fut encerclé dans sa résidence à Beira où il passait la nuit. Officiellement, la police cherchait seulement à désarmer Dhlakama, mais l'opposition estima, elle, que l'idée était que Dhlakama n'accepterait jamais et que la police pourrait ainsi légitimement donner l'assaut sur la maison et tuer Dhlakama³⁶. Contre toute attente, Dhlakama négocia et accepta non seulement que la police entre dans sa maison mais aussi de donner les armes de ses gardes du corps. Encore présents à Beira, les médiateurs acceptèrent de servir d'intermédiaire entre Dhlakama et les forces spéciales de police et, de ce fait, le soupçon émergea qu'ils avaient été au courant du piège tendu par la police à Dhlakama. Beira étant la « capitale » de l'opposition, les médiateurs furent conspués et considérés comme des traîtres, sauvés du lynchage par un Dhlakama magnanime qui demanda à la population massée devant sa maison de laisser partir « ses amis », avant de s'enfuir lui-même et de retourner dans ses montagnes. Le président Nyusi

34. A. Catueira, « Cai a máscara. Novo ataque à comitiva de Dhlakama massacra 25 pessoas », *Savana* (Maputo), 2 octobre 2015, p. 8-9 ; « Afonso Dhlakama sai ileso de uma nova emboscada » [en ligne], *Deutsche Welle*, 25 septembre 2015, <<http://www.dw.com/pt-002/afonso-dhlakama-sai-ileso-de-uma-nova-emboscada/a-18742343>>, consulté le 15 janvier 2017.

35. Entre autres, voir « “Operação Savimbi” para assassinar Afonso Dhlakama » [en ligne], *Rede Angola*, 7 octobre 2015, <<http://www.redeangola.info/operacao-savimbi-para-assassinar-afonso-dhlakama>> et entretien avec Dom Jaime Gonçalves, « Foi para mim uma humilhação terrível o Presidente de Moçambique ter ido a Angola aprender como mataram Savimbi », *Visão* (Portugal), n° 1198, 18-24 février 2016.

36. Voir, notamment, M. da Graça, « A Talhe de Foice : Desarmamento », *Savana* (Maputo), 16 octobre 2015 et « Frelimo e Renamo acusam-se mutuamente pela crise política », *Lusa News Agency* (Lisbonne), 21 octobre 2015.

ne défendit, lui, jamais publiquement les médiateurs qui finirent ainsi leur mandat dans l'humiliation³⁷.

Aggravation de la « petite guerre »

Après septembre 2015, le conflit se déroula de la même manière qu'en 2013-2014. La Renamo lançait des attaques dans le centre et le nord du pays pendant que ses députés (dirigés depuis 2015 par Ivone Soares, l'influente nièce de Dhlakama) restaient au parlement, le parti étant donc toujours à la fois légal et illégal. Le *modus operandi* militaire de la Renamo restait également le même, à savoir une guérilla de basse intensité, centrée sur des actions qui lui donnaient de la visibilité. Du côté du gouvernement par contre, il y eut des changements qui entraînèrent une aggravation du conflit. Premièrement, les tentatives d'assassinat de Dhlakama franchirent plusieurs fois la ligne rouge de cette « petite guerre ». Ensuite, le Frelimo, probablement *via* sa commission politique (dans laquelle Nyusi siège), mit en action des « escadrons de la mort » au sein des services secrets ou de la police qui commencèrent à kidnapper et à assassiner des acteurs civils de la Renamo (et dans une moindre mesure des cadres du MDM, des journalistes et des intellectuels qui dérangeaient). Des chefs locaux et régionaux de la Renamo furent ainsi assassinés, y compris des députés, ainsi que plusieurs « grands » du parti, tels un des deux membres du Conseil de sécurité et de défense de l'État (le 11 avril 2016) et l'un de ses principaux négociateurs (le 9 octobre 2016) – le secrétaire-général du parti fut, lui, gravement blessé mais survécut (le 20 janvier 2016)³⁸. La Renamo commença aussi à assassiner des représentants des structures de base du Frelimo au niveau local (le parti au pouvoir affirma en août 2016 que 100 membres avaient été tués³⁹), mais aucun « grand » du parti ne fut jamais visé. Finalement, la police et l'armée commencèrent à déployer une stratégie antiguérilla, qui visait à vider les campagnes dans les zones où la Renamo avait un appui fort, brûlant les maisons et les greniers et tuant les hommes, ce qui poussa plus de 10 000 personnes de la province de Tete à se réfugier au Malawi durant la deuxième moitié de 2015⁴⁰, et plus de 3 000 personnes à se réfugier au Zimbabwe en 2016⁴¹.

À la fin de l'année 2016, les attaques de la Renamo touchaient les provinces de Manica, Sofala, Tete, Zambézie, Nampula, Niassa et Inhambane – tout le pays à l'exception des provinces de

37. A. Catueira, « Dhlakama armadilhado. Da parte incerta ao desarmamento », *Savana* (Maputo), n° 1138, p. 14-15. Pour la version des médiateurs, voir l'interview de Lourenço do Rosário dans *Savana* (Maputo), n° 1205, 10 février 2017, p. 4.

38. À propos des escadrons de la mort, voir « Há esquadrões de morte para abater opositores », *Savana* (Maputo), p. 14-15 ; A. Barbier, « Au Mozambique, la mort d'un avocat français a ouvert une longue liste d'assassinats politiques », *Le Monde*, 7 mars 2017.

39. « Frelimo Says Over 100 of its Members Were Murdered by Renamo in Sofala, Mozambique », *Club of Mozambique* (online), 2 août 2016.

40. F. Quenum, « Des milliers de personnes fuient le Mozambique » [en ligne], *Deutsche Welle*, 18 avril 2016, <<http://www.dw.com/fr/des-milliers-de-personnes-fuient-le-mozambique/a-19196049>>, consulté le 18 avril 2016 ; « Au Malawi, un camp de réfugiés mozambicains aux capacités d'accueil dépassées » [en ligne], *Médecins sans frontières*, 17 février 2016 <<http://www.msf.fr/actualite/articles/au-malawi-camp-refugies-mozambicains-aux-capacites-accueil-depassees>>, consulté le 17 juillet 2016. Pour une analyse de la situation des réfugiés au Malawi et des raisons de leur fuite du pays, voir Liga dos Direitos Humanos de Moçambique, *Relatório da Crise de Refugiados Moçambicanos no Malawi e a Situação dos Direitos Humanos (2015-2016) : Da tensão político-militar aos abusos dos direitos humanos à crise de refugiados e ao drama humanitário*, Maputo, juillet 2016, 37 p. ; Freedom House, *Mozambique : Violence, Refugees, and the Luwani Camp*, Washington, Freedom House, 2016, 20 p.

41. « Southern Africa: Sharp Rise in Number of Mozambicans Taking Refuge in Zimbabwe », *News24Wire* (Cape Town), 6 septembre 2016 ; M. Mushonga, « Zimbabwe : Thousands Trapped in Moza, Zim Border », *CAJ News Agency* (Johannesburg), 17 février 2017 ; A. Barbier, « Mozambique's Escalating Violence Forces Thousands to Flee » [en ligne], AFP, 29 décembre 2016, <<http://www.dailymail.co.uk/wires/afp/article-4072556/Mozambiques-escalating-violence-forces-thousands-flee.html>>, consulté le 19 janvier 2017.

Cabo Delgado, Gaza et Maputo. La Renamo attaquait les transports sur trois tronçons de route, dans le centre du pays, pour empêcher les mouvements de troupes autour de la montagne de Gorongosa (où se trouvait toujours Alfonso Dhlakama), pour couper la circulation dans le pays, et pour ternir l'image du gouvernement qui disait encore et toujours qu'il n'y avait pas de guerre au Mozambique, ou alors seulement un conflit localisé. Ces attaques obligèrent le gouvernement à établir un pont aérien commercial entre Beira et Tete, ainsi que trois convois militaires faisant la liaison deux fois par jour sur les tronçons Save-Muxúnguè (route nationale 1 – dès juin 2013), Nhampadza-Caia (route nationale 6 – à partir de janvier 2016) et Vunduzi-rivière Luenha (route nationale 7 – à partir de juin 2016). Le gouvernement avait concentré des centaines, voire des milliers, de soldats autour du massif montagneux de Gorongosa où se cachait Alfonso Dhlakama. Face aux attaques toujours plus dispersées de la Renamo, le gouvernement avait dû aussi envoyer des troupes spéciales de la police et de l'armée dans les sept provinces où le mouvement de guérilla était actif. Le rapport de force restait déséquilibré, mais la stratégie de guérilla donnait toujours l'avantage à la Renamo qui attaquait, puis disparaissait pour attaquer ailleurs et disparaître à nouveau. Côté gouvernement, des rumeurs d'aide militaire internationale furent confirmées en 2016, notamment zimbabwéenne et chinoise, les premiers travaillant dans la zone de Gorongosa, vêtus d'uniformes du gouvernement, et les seconds manipulant les technologies d'écoute et des armes lourdes contre le réduit montagnard de Dhlakama⁴².

Dettes et nouvelles négociations

Après presque une année d'arrêt des négociations et six mois de nouveau conflit armé, les pourparlers entre le gouvernement et la Renamo reprirent en juillet 2016. La reprise résulta, en partie, du fait que la victoire était hors de portée pour le gouvernement qui ne parvenait pas à tuer Dhlakama ou à mettre fin à l'insécurité. Les négociations reprirent aussi à cause de la découverte en 2016 d'énormes dettes secrètes et illégales (2,2 milliards de dollars) qui mirent le pays dans une situation d'insolvabilité financière et le gouvernement sous une énorme pression internationale. Le FMI exigea des explications et des réformes structurelles, et il suspendit son aide en avril 2016, les principaux donateurs occidentaux lui emboîtant le pas⁴³. Le pays plongea rapidement dans une crise économique : la monnaie nationale s'effondra, l'inflation flamba, et les problèmes sociaux annoncés du fait de la crise économique préoccupèrent fortement le régime. Étant donné que les donateurs et le FMI demandaient des réformes économiques et la paix, les négociations semblaient le moyen le plus simple et le plus rapide pour réduire la pression – les dettes illégales furent contractées non seulement par l'ancien président Guebuza, qui reste très puissant, mais aussi par le président Nyusi qui était à l'époque ministre de la Défense. Le gouvernement prit son temps, mais finit par accepter la proposition de la Renamo de reprendre les négociations avec de nouveaux médiateurs, cette fois internationaux. Les médiateurs, qui furent choisis conjointement, étaient nombreux et puissants – l'Union européenne, le Vatican, la Global Leadership Foundation, Intermediate, le gouvernement sud-africain et le gouvernement tanzanien – seize médiateurs dans la salle de négociations⁴⁴ !

Pour ce nouveau cycle de négociation, les points non finalisés de l'ancien cycle de négociation furent abandonnés (dépolitisation et richesse nationale en particulier) et de nouveaux points

42. « A guerra não pode acabar, as pessoas falam de diálogo, mas metem mais militares para bombardear Gorongosa », *A Verdade* (Nampula), 9 août 2016.

43. J. Hanlon, « Following the Donor-Designed Path to Mozambique's US\$2.2 billion Secret Debt Deal », *Third World Quarterly*, vol. 38, n° 3, 2016, p. 753-770.

44. « Gallery : Who's who in the Mozambique Peace Talks » [en ligne], *Zitamar News*, 25 juillet 2016, <<http://zitamar.com/gallery-whos-mozambique-peace-talks/>>, consulté le 25 juillet 2016.

leur furent substitués ou ajoutés. Les nouveaux points de l'agenda furent : la demande de la Renamo de gouverner dans les six provinces où elle disait avoir gagné les élections de 2014⁴⁵ ; la cessation des hostilités armées ; la création de forces armées non partisans (police, armée et service secrets) ; et le désarmement et la réintégration des soldats de la Renamo⁴⁶.

Après des dizaines de sessions et plus de six mois de travail, les négociations n'avaient guère avancé à la fin de l'année 2016. Après un accord sur la procédure de négociation du premier point en août 2016, au tout début du nouveau processus, la commission politique du Frelimo poussa le nouveau négociateur en chef du gouvernement (Jacinto Veloso, un ancien chef des services secrets) à se contredire le même jour et à renier l'accord signé avec la Renamo sous l'égide de la médiation internationale⁴⁷. Suivirent des mois de négociation difficiles. En décembre, un nouveau pacte semblait être sur le point d'être signé, impliquant un cessez-le-feu et une entente pour élaborer une nouvelle loi de décentralisation au parlement. Mais le parti au pouvoir recula une fois encore à la dernière minute, contre toute attente, l'excuse avancée par les négociateurs étant cette fois qu'ils n'avaient ni les compétences ni le mandat pour un tel accord⁴⁸. Les médiateurs abandonnèrent le pays à la mi-décembre, sans grand espoir de retour. Dhlakama annonça peu après un cessez-le-feu unilatéral pour la période de Noël afin de relancer les négociations. Après une prolongation du cessez-le-feu de deux mois, le président Nyusi annonça, le 3 février 2017, la fin du cycle de négociations existant, la fin de la médiation internationale, mais aussi le commencement d'une nouvelle (troisième) phase de négociations. Dhlakama et lui s'étaient mis d'accord, expliqua-t-il, pour des négociations plus directes et plus restreintes, sans médiateurs, deux commissions travaillant l'une sur les affaires militaires et l'autre sur la question de la décentralisation – les autres points étaient abandonnés⁴⁹. La solution était-elle finalement à portée de main ? Les observateurs restaient très prudents, échaudés par trois ans de négociations qui n'avaient abouti à rien. Le jour même où Nyusi annonçait la nouvelle phase de négociations, le pays entrait officiellement en défaut de paiement⁵⁰.

45. Le premier point prêtait à confusion dans les faits dans la mesure où la Renamo oscillait entre une demande d'autonomie du centre et du nord du pays, la remise de postes de gouverneur et une décentralisation plus accentuée du pays. Bien qu'étant régulièrement accusé d'être incohérente dans ses positionnements, la Renamo était en fait flexible sur la forme de la solution, la question étant pour elle de rompre l'exclusion dont elle souffrait politiquement depuis la reconstitution du parti-État par le Frelimo, et d'accéder à un certain pouvoir politique formel.

46. O. Lisboa, « Moçambique : anunciada agenda de encontro de Nyusi e Dhlakama », *Radio France Internationale*, 9 juin 2016, <<http://pt.rfi.fr/mocambique/20160609-mocambique-anunciada-agenda-de-encontro-de-nyusi-e-dhlakama>>, consulté le 9 juin 2016. Les points 2 et 4 ont été proposés par le gouvernement, les points 1 et 3 par la Renamo. Le point 3 reprenait celui de la précédente négociation en lui ajoutant les services secrets.

47. J. Chirindza, « Equipa do Governo esclarece pontos », *O País* (Maputo), 18 août 2016 et « Mozambique Government Says Opposition Rule “Out of the Question” – for Now » [en ligne], *Zitamar News* (Maputo), 1^{er} août 2016, <<http://zitamar.com/mozambique-government-says-opposition-rule-question-now/>>, consulté le 1^{er} août 2016.

48. « Nyusi não quer mediadores no assunto da descentralização », *CanalMoz* (Maputo), 8 décembre 2016 ; « Reuniões da Comissão Mista adiadas para um dia a anunciar », *CanalMoz* (Maputo), 12 décembre 2016 ; « Dhlakama diz que Governo quer forçar a Renamo a desistir do diálogo », *Savana* (Maputo), n° 1197, 16 décembre 2016, p. 6.

49. E. Muchanga, « Mediadores internacionais dispensados do dialogo politico », *Magazine Online*, 3 février 2017 et « Afonso Dhlakama confirma contactos com Filipe Nyusi », *O País* (Maputo), 3 février 2017.

50. « Moçambique entra oficialmente em incumprimento financeiro » [en ligne], *Jornal de Negócios*, 3 février 2017, <<http://www.jornaldenegocios.pt/economia/mundo/africa/detalhe/mocambique-entra-oficialmente-em-incumprimento-financeiro>>, consulté le 3 février 2017.

Le Mozambique a été en guerre entre 2013 et 2016. Une « petite guerre » ou, comme on l'a proposé, une « proto-guerre » (un proto-type de guerre) qui a beaucoup à voir avec une négociation entre élites ainsi qu'avec une tentative conjointe du parti au pouvoir et de la Renamo de rester dominant ensemble, à l'exclusion des nouveaux venus, notamment le MDM et les nouvelles générations – on a pour cela parlé d'« ennemis complémentaires ». Début 2017, une trêve, renouvelée deux fois, donne au pays un certain espoir, d'autant plus que le troisième cycle de négociation a commencé en mars 2017, loin des regards de la presse et avec un agenda réduit. Mieux encore, la trêve semble non seulement tenir, mais être effective, au point que la Renamo a repris son activité politique normale dans tout le pays, y compris dans les provinces affectées par le conflit, et les discussions politiques publiques se concentrent maintenant surtout sur les élections municipales de 2018. Le pays semble ainsi être – étrangement – revenu à la normalité, préoccupé seulement par la pré-campagne électorale, la question des dettes illégales et l'insolvabilité du pays. *A contrario*, aucun des problèmes qui ont amené à la crise militaire n'a été résolu et tout reste donc encore possible au Mozambique. À partir de là, quel avenir peut-on entrevoir pour le pays sur la base de l'analyse précédente ?

Trois *scenarii* peuvent être avancés. Le premier, et le plus optimiste, est une résolution du conflit armé qui se bâtirait sur la trêve de début 2017. Le pays verrait un affaiblissement des éléments militaristes au sein du Frelimo, Nyusi assumerait pleinement le pouvoir pour un agenda de paix, la Renamo négocierait rapidement, et le FMI reprendrait son aide alors que l'économie reprendrait sa forte croissance. Le deuxième scénario verrait, lui, la trêve du début 2017 dégénérer, le troisième cycle de négociations n'avançant pas, et donc un retour à la guerre telle qu'elle existait depuis 2013, voire une évolution vers une guerre pleine, les ailes militaires de chaque côté prenant le dessus dans leur parti. Un sous-scénario verrait l'aile radicale du Frelimo utiliser la trêve pour assassiner Dhlakama, avec le risque que l'aile militaire de la Renamo s'autonomise et reparte en guerre. Un dernier scénario, le plus probable, est la continuation de la situation présente, sans victoires internes de factions, sans résolution définitive du conflit armé, avec des avancées mais aussi des reculs, des accords partiels faits et défaits, et peut-être même la reprise des confrontations armées, probablement après les élections de 2018 et 2019. Le risque étant qu'un système se mette en place, où guerre et paix cohabitent, de manière variable et changeante, mais surtout permanente, n'empêchant pas les affaires des élites et l'extraction du gaz, du pétrole et du charbon par les multinationales, et permettant aux deux grands partis de se reproduire et d'assurer leur centralité conjointe.